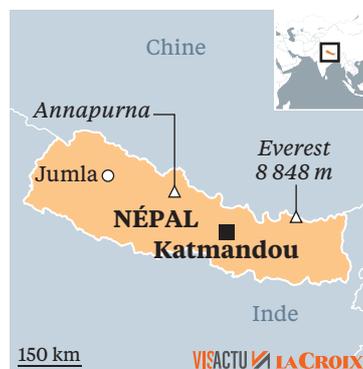


# Au Népal, la révolte de la jeunesse fait tomber le régime

— La répression sanglante d'une manifestation de la jeunesse contre la corruption et le blocage des réseaux sociaux ont plongé le pays dans le chaos.

— La colère de la «génération Z» se déchaîne sur la classe politique dans un pays miné par le chômage.



Le premier ministre népalais K. P. Sharma Oli a démissionné, le mardi 9 septembre, dans un climat de chaos, alors que des membres du gouvernement et des bâtiments publics ont été attaqués, au deuxième jour consécutif de manifestations dans le pays. La veille, les jeunes Népalais, rassemblés sous le surnom de leur génération «Gen Z», ont protesté contre la corruption et le blocage de 26 réseaux sociaux par les autorités. La situation s'est rapidement tendue, et la police a ouvert le feu sur la foule, tuant 19 manifestants et en blessant plus de 500.

Parmi les victimes, la moitié était des enfants, pour certains tués dans l'uniforme de leur école. «*Nous sommes venus pacifiquement et nous nous sommes fait tirer dessus*», confie Gautam (1), lycéen de 17 ans qui a pris part aux manifestations, et dont un ami a perdu un camarade de classe, touché par un tir dans la tête. La violence inouïe de la réponse policière a amplifié le mouvement, et d'autres strates de la société ont rejoint la jeunesse. Malgré les couvre-feux décrétés dans plusieurs villes, celles-ci ont alors plongé dans le chaos.

À Katmandou, la capitale, les services de sécurité ont fui les bâtiments fédéraux, comme le Parlement, désormais aux mains des manifestants et en proie aux flammes. Des personnalités politiques comme le ministre des affaires étrangères ou l'ancien premier ministre Deuba ont été attaqués à leur domicile. La destruction des serveurs a interrompu la diffusion



Lors d'une manifestation dénonçant l'interdiction des réseaux sociaux et la corruption du gouvernement népalais à Katmandou, le 8 septembre. Prabin Ranabhat/AFP

numérique des médias *The Kathmandu Post* et *Kantipur*. L'aéroport international est fermé.

L'interdiction de Facebook, d'Instagram ou de TikTok, qui avaient refusé de s'enregistrer auprès des autorités comme le demandait la loi népalaise, n'a été que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase de la colère, dans un pays de 30 millions d'habitants, marqué par le chômage et les inégalités. «*Nous voulions protester contre le blocage des réseaux sociaux, mais la corruption du gouvernement est venue s'ajouter à l'agenda*», précise

## repères

**Un pays enclavé et montagneux**

**Enclavé dans l'Himalaya et frontalier de l'Inde et de la Chine, le Népal est un petit pays de 800 km de long sur moins de 250 km de large seulement.**

**Il possède 9 des 14 sommets dépassant les 8 000 mètres**

Gautam. Un sujet très présent sur TikTok, où circulent les vidéos du quotidien luxueux des «nepo babies», cette jeunesse dorée népalaise accusée de profiter de la corruption dans un pays où une personne sur cinq vit sous le seuil de pauvreté. C'est sur ce même réseau qu'a été organisé le mouvement.

Sa poursuite, malgré le rétablissement des réseaux sociaux dès mardi matin, montre que le mal est plus profond dans cette société jeune (25,3 ans de moyenne d'âge). Transformé par un exode rural massif, le Népal connaît un chômage de mas-

**d'altitude dans le monde.**

**En 2023, il comptait plus de 30 millions d'habitants répartis en une soixantaine de castes et de peuples différents. La langue officielle, le népalais ou népalais, est parlée par 50% de la population, et 5% parlent le hindi. Le pays compte environ 36 autres langues et dialectes. La majorité des habitants sont hindouistes, une minorité est bouddhiste.**

**Plus d'un quart du PNB du Népal provient de l'argent envoyé par les Népalais partis travailler à l'étranger.**

se qui pousse les jeunes à travailler à l'étranger, notamment dans les pays du Golfe. L'argent gagné par les travailleurs et renvoyé au pays représente plus d'un quart du PNB du Népal. «*On estime qu'environ un ménage sur deux dispose d'une personne travaillant dans un autre pays. Si vous vous rendez dans une école et vous demandez "qui veut travailler à l'étranger?"*», quasiment tous les élèves lèvent la main», explique Tristan Bruslé, géographe au CNRS. Gautam n'a pas encore fait son choix, mais il ne se fait guère d'illusion: «*Au Népal, il n'y a pas*

*d'opportunités, même pour les diplômés.*» Le pays, ravagé par une guerre civile de 1996 à 2006, connaît depuis une instabilité politique chronique avec 14 premiers ministres en quinze ans. Le pouvoir est partagé entre trois partis, dont deux communistes. «*La population ressent un rejet profond envers la classe politique, peu importe le parti ou le poste: du petit maire de campagne au chef de gouvernement, tout le monde est perçu comme corrompu*», détaille Tristan Bruslé. Mardi, tous les sièges des grands partis ont d'ailleurs été incendiés à Katmandou, selon le quotidien *Nepali Times*.

Le maire de Katmandou, Balen Shah, a appelé à reconstruire le pays avec la jeunesse. Un tel scénario pourrait faire écho à la révolution étudiante de l'été 2024 au Bangladesh, qui avait permis l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de transition démocratique dirigé par le Prix Nobel de la paix Mohammed Yunus.

Filip Meyer

(1) Le prénom a été modifié.